

La « stratégie biotech » : un échec pour l'Europe



Où pourquoi les biotechnologies agricoles européennes n'atteindront pas les objectifs de Lisbonne alors qu'une agriculture respectueuse de la nature est profitable socio économiquement.

Mars 2007

« C'est en maintenant l'Europe au premier plan de la recherche biotechnologique que nous contribuerons également à atteindre les objectifs plus généraux de création de plus d'emplois hautement qualifiés et rémunérateurs, de stimulation de la croissance économique et d'amélioration de nos termes de l'échange. »

Günter Verheugen, Vice-Président de la Commission Européenne, communiqué de presse, 2005

« Les statistiques concernant l'emploi dans les biotechnologies ne proviennent pas des sources officielles (...) car la collecte de données standardisées n'est pas disponible pour cette filière, qui recoupe plusieurs branches industrielles. Certaines données sont disponibles, mais elles se déclinent en emplois par Etat membre, pas par branche à l'intérieur des biotechnologies (blanche, verte ou rouge) – et tout cela propose une définition pour le mois imprécise. »

Günter Verheugen, Vice-Président de la Commission Européenne, réponse écrite à une question au Parlement, 2006

En 2000, l'UE a annoncé son intention de devenir « la région du savoir la plus dynamique au monde » – intention qui se fonde sur l'idée que « la croissance économique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement avancent main dans la main »^a. De tels objectifs sont au cœur de l'Agenda de Lisbonne, que tous les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE ont signé.

Les biotechnologies ont été mises en avant comme autant d'outils pouvant aider à atteindre les objectifs de l'Agenda de Lisbonne. A la fin des années 1990, la Commission Européenne et d'autres acteurs de la filière des biotechnologies agricoles estimaient que les effets les plus appréciables des biotechnologies sur l'économie et sur l'emploi se feraient probablement sentir dans la chaîne de production agro-alimentaire ; et ainsi, que les investissements dans cette filière s'accompagneraient de la création de millions d'emplois en Europe. Une stratégie biotechnologie de l'UE fut adoptée en 2002, qui fixait des objectifs de développement pour toutes les branches des biotechnologies, y compris pour les biotechnologies « vertes » ou agricoles/agro-alimentaires. Cette stratégie est revue en 2007, et de nouveaux objectifs de développement des biotechnologies en Europe seront proposés.

La présente étude s'appuie sur les chiffres officiels et sur ceux de l'industrie elle-même ; elle conclut que les biotechnologies agricoles, comme par exemple le développement des cultures et des aliments génétiquement modifiés ne sont pas à la hauteur des attentes et ne sont pas en mesure de tenir les objectifs fixés par l'Agenda de Lisbonne.

^a Conseil européen des Ministres. Conclusions de la Présidence, Conseil européen de Stockholm, 23 et 24 mars 2001, http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/ec/00100-r1.%20ann-r1.en1.html

- > Elle se penche sur la façon dont les biotechnologies sont nées dans un climat politique européen qui devait imposer la création d'emplois et l'amélioration de la compétitivité – et partant, sur le fait que ce contexte a pu masquer les résultats médiocres des biotechnologies appliquées à la filière agricole.
- > Elle met à nu le décalage entre les promesses faites par la Commission Européenne sur la viabilité des biotechnologies agricoles en termes de croissance économique et l'absence de données qui corroborent cet optimisme.
- > Elle examine comment des décisions politiques et économiques - qui présentent les biotechnologies comme une filière homogène au lieu de les répartir clairement en différentes catégories - se traduisent par des politiques brouillonnes et économiquement contestables dont l'objet est le soutien au développement des aliments et des récoltes génétiquement modifiés.
- > Elle évalue les priorités dans le financement européen de la recherche et montre comment l'intérêt politique pour les biotechnologies agricoles écarte les filières agricoles respectueuses de l'environnement qui, elles, ont déjà fait leurs preuves, et dont le potentiel économique n'est pas encore entièrement exploité. 25 ans de recherche publique européenne n'ont permis la mise sur le marché que de deux types de récoltes génétiquement modifiées : celles qui tolèrent les herbicides, et celles qui produisent un insecticide.
- > Elle rappelle que même aux Etats-Unis, où l'encadrement législatif est pourtant très laxiste et où la prise de conscience de la part de l'opinion n'est pas celle de l'Europe, les résultats sont décevants. Les rapprochements entre les entreprises concernées limitent la concurrence sur ce marché et deux traits génétiques seulement sont cultivés à échelle significative – alors que le Ministère de l'Agriculture états-unien a autorisé la mise sur le marché de 70 « événements » biotechnologiques différents.
- > Elle se penche sur les risques techniques et financiers afférents aux cultures d'OGM qui résultent de la contamination par des OGM. Récemment, du riz à long grain génétiquement modifié a été trouvé dans 17 pays membres de l'UE – ce qui a entraîné une chute des cours du riz de quasiment 65% en dessous du niveau que laissait prévoir la courbe des prix avant l'incident de contamination^b. Les producteurs de riz états-unien sont actuellement en procès avec le producteur impliqué, la firme de biotechnologies Bayer.

La présente étude en conclut que même si les espoirs placés dans les biotechnologies sont grands, les déceptions qui les ont accompagnées sont plus grandes encore. Une étude comparative entre les résultats économiques des biotechnologies agricoles et les résultats de recherches menées sur les mesures agro-alimentaires respectueuses de l'environnement aboutit à la constatation suivante : l'UE soutient l'application de techniques qui n'améliorent pas la compétitivité tandis que d'autres filières qui, elles, ont du potentiel, non seulement ne sont pas mises en avant, mais sont même menacées par le risque de contamination génétique par les OGM.

	Biotechnologies agricoles appliquées à l'agro-alimentaire	Mesures respectueuses de l'environnement et agriculture biologique
Compétitivité comparée des deux industries	> Les rentrées fiscales liées aux entreprises d'agri-biotechnologies dans l'UE décroissent ; les aides publiques sont inutiles ; les investissements sous forme de capital-risques	> Les mesures respectueuses de l'environnement permettent aux cultivateurs d'accroître leurs bénéfices par rapport à l'agriculture conventionnelle. > La demande en produits bio connaît une

^b "Rice Industry in Crisis", Greenpeace, janvier 2007

	<p>sont minimales ; les entreprises délocalisent à l'étranger ou se replient sur des filières plus rentables, comme les médicaments.</p> <p>> Au sein de l'UE comme aux Etats-Unis, les entreprises d'agri-biotechnologies reçoivent moins de 1% du capital-risques, tandis que les entreprises de produits et de diagnostics de santé s'adjugent la part du lion.</p>	<p>croissance à deux chiffres dans de nombreux pays de l'UE, et dépasse même l'offre.</p> <p>> Les terres agricoles bio en Afrique, en Asie et en Amérique latine connaissent une augmentation à trois chiffres depuis 2000.</p> <p>> Plusieurs entreprises agroalimentaires de premier plan ont lancé ou racheté des marques bio.</p>
Diversité des marchés et innovation	<p>Par le jeu des fusions et acquisitions, seules six entreprises dominent aujourd'hui le marché des cultures et des semences d'OGM : Monsanto, DuPont, Bayer, CropScience, Syngenta BASF et Dow. Cette situation ne laisse aucune place à la concurrence, néglige les plus petits marchés et limite la production de connaissances</p>	<p>> L'augmentation rapide des holdings bio au sein de l'UE s'accompagne d'une croissance comparable des entreprises de transformation et d'importation de produits bio.</p> <p>> Les exploitations bio, notamment celles où la transformation et la vente au détail se fait sur place, aident à une cohésion sociale accrue et quantifiable au sein des communautés rurales et à une re-dynamisation des économies locales.</p>
Impact des produits	<p>> Seuls deux traits génétiquement modifiés ont été commercialisés de façon significative, y compris aux Etats-Unis, où la culture de 70 « événements » à but commercial a été autorisée.</p> <p>> Apparition de certains problèmes, comme la tolérance accrue aux herbicides utilisés contre les cultures génétiquement modifiées, ce qui nécessite une utilisation croissante de produits chimiques.</p> <p>> Les coûts auxquels doivent faire face la chaîne alimentaire des OGM et celle des cultures non génétiquement modifiées mais ayant été exposées à des OGM sont considérables. La Commission Européenne estime que le problème posé par la contamination par les OGM est sérieux. La contamination du riz états-unien par des OGM a provoqué l'effondrement de son marché et les cultivateurs états-unien ont intenté une action en justice contre Bayer, le producteur des semences génétiquement modifiées pour perte de débouchés commerciaux.</p>	<p>> Les recherches indiquent que la filière bio</p> <ul style="list-style-type: none"> . a des rendements comparables à celle de la filière conventionnelle ; . utilise 30% moins d'énergie ; . utilise moins d'eau ; . n'utilise quasiment pas de pesticides.
Créations d'emplois	<p>> Les biotechnologies ne représentent que 96 500 emplois en Europe ; 80% de ces emplois se trouvent dans le secteur de la santé.</p> <p>> L'absence d'un marché qui dégage des bénéfices a conduit la filière à réorganiser sa main d'œuvre et à licencier en vue d'atteindre des objectifs généraux de rentabilité. Conséquence : la destruction de plusieurs dizaines de milliers d'emplois en Europe ces dernières années.</p>	<p>> Les chiffres de la Commission Européenne, confirmés par des travaux universitaires, montrent que les initiatives agricoles respectueuses de l'environnement – comme par exemple les cultures bio – sont créatrices d'emplois, y compris chez les jeunes.</p> <p>> Le marché bio se développe : sur le marché européen, suivi par les autres marchés aisés en général, la demande en produits bio est à la hausse, et dépasse même l'offre.</p>
Cultures génétiquement modifiées : 25 ans de recherche plus tard, 2 traits seulement	<p>> La fourchette basse de l'estimation des dépenses en recherche sur la nourriture issue des OGM place la barre à 400 millions d'euros pour la période 1982-2007 : soit une moyenne annuelle de 80 millions d'euros, sans compter certaines applications comme les agrocarburants et les cultures à but pharmaceutique, et sans prendre en compte non plus les financements provenant des Etats individuels (47 millions et 61 millions d'euros en 2001 pour le Royaume-Uni et l'Allemagne respectivement).</p> <p>> Rien ne laisse présager une évolution spectaculaire dans un futur proche, les avancées étant limitées par les contraintes techniques et commerciales.</p>	<p>A l'origine, les initiatives agricoles respectueuses de l'environnement n'étaient subventionnées que par des instituts privés ; les financements publics, même s'ils demeurent très faibles, ont néanmoins augmenté ces dernières années. L'Agence Européenne pour l'Environnement a récemment demandé plus de financements pour ces initiatives.</p> <p>Cependant, la Direction Générale de la Recherche de la Commission Européenne a refusé de financer une Plateforme de Recherche sur les initiatives bio ; par ailleurs, dans le 7^{ème} Programme-cadre de recherche et de développement (qui a été récemment adopté pour un montant total de 50 milliards d'euros), ce sont bien les agri-biotechnologies qui ont été retenues comme domaine-clé de recherche thématique.</p>

RECOMMANDATIONS :

1. La stratégie biotechnologie de l'UE doit reconnaître l'échec de l'agriculture et des aliments génétiquement modifiés

> La stratégie biotechnologie révisée de l'UE doit **segmenter les différentes filières biotechnologiques (verte, blanche, rouge)** et évaluer chacune d'elles en fonction de ses forces et de ses faiblesses – comme ce devrait être la norme pour d'autres processus d'évaluation de mesures ou de régulations.

> Les Etats-membres et la Commission doivent travailler ensemble et proposer des **données propres à chaque filière** dans le domaine des biotechnologies.

> La stratégie biotech doit tenir compte des **réalités du marché du moment** lorsqu'il recommande certaines actions pour les agri-biotechnologies. Les attentes des citoyens de l'UE, les stratégies des grands distributeurs et le droit à une alimentation sans OGM doivent être respectés de façon inconditionnelle. Sur la question de l'opinion publique, la stratégie révisée doit prendre en compte le fait que les citoyens de l'UE expriment régulièrement leur opposition à l'alimentation génétiquement modifiée et aux cultures d'OGM depuis 10 ans.

> La stratégie biotechnologie de l'UE doit suivre les chiffres disponibles – y compris ceux fournis par les gouvernements et l'industrie elle-même – **et doit reconnaître qu'il y a échec de l'agriculture et des aliments génétiquement modifiés ; elle devra donc exclure cette filière au moment de fixer de nouveaux objectifs.**

> La Commission Européenne doit mener **un audit spécifique de ses politiques** pour les agri-biotechnologies et pour le financement de la recherche.

2. Les priorités de l'UE en matière de recherche et de financement doivent se concentrer sur les filières agricoles respectueuses de l'environnement.

> Le 7^{ème} Programme-cadre de l'UE (7PC) ne doit **plus faire une priorité de la thématique biotechnologies et alimentation.**

> Les priorités à venir – y compris dans le cadre du 7PC – en matière de recherche appliquée à l'agriculture et à l'agro-alimentaire de pointe doivent mieux prendre en compte le potentiel et le défi que représentent **les filières agro-alimentaires respectueuses de l'environnement**, comme par exemple les cultures bio.

> **Les initiatives relevant de « La science dans la société » de la Direction Générale de la Recherche doivent être plus mises en avant.**

> **Une Plateforme Technologique** sur l'agriculture bio doit être financée par la Commission Européenne.

> Le 7PC doit mettre à disposition des financements européens pour développer un projet de recherche européen sur les retombées socio-économiques de l'agriculture respectueuse de l'environnement dans les Etats-membres de l'UE. Cette étude devrait permettre aux acteurs de la filière de participer dès les phases liminaires et devrait être menée par un organisme indépendant, comme par exemple l'Agence européenne pour l'Environnement.

3. Accroître le soutien politique aux mesures agricoles respectueuses de l'environnement et aux initiatives similaires dans toutes les politiques pour s'assurer que tous les objectifs de l'Agenda de Lisbonne sont atteints.

> **Des engagements contraignants et des financements accrus** pour le 2^{ème} Pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) doivent être adoptés et mis en œuvre par tous les Etats-membres lorsque la PAC sera réformée en 2008, ainsi qu'il a été décidé en 2003, et ainsi que l'a proposé la Commission Européenne dans ses Perspectives financières 2007-2013.

> **Des engagements quantifiables** en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques et environnementaux de l'Agenda de Lisbonne doivent être pris dans le cadre de la Politique Industrielle de l'UE.

> Les membres de tous les **Groupes consultatifs** de la Commission qui travaillent sur l'alimentation et l'agriculture doivent être connus du public.

lexique bilingue

BBSRC : Biotechnology and Biological Sciences Research Council

BRC : British Retail Consortium

CAP : Common Agricultural Policy / **PAC** : Politique Agricole Commune

CBAG : Competitiveness in Biotechnology Advisory Group / **GCCB** : Groupe Consultatif sur la Compétitivité dans les Biotechnologies

DG Research : The European Commission's Research directorate / **DG Recherche** : Direction Générale de la Recherche de la Commission Européenne

EU : European Union / **UE** : Union Européenne

GFP : Good Farming Practice / **BPA** : Bonne Pratique Agricole

GM : Genetically Modified / génétiquement modifié(e)

GMO : Genetically Modified Organism / **OGM** : Organisme Génétiquement Modifié

JRC : Joint Research Centre of the European Commission's Research Directorate / **CCR** : Centre Commun de Recherche de la Direction Générale de la Commission Européenne

IFS : Integrated Farming System / **PI** : production intégrée

ISAAA : The International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications

M&A : Mergers and Acquisitions / Fusions et Acquisitions

R&D : Research and Development / Recherche et Développement

RDR : Rural Development Regulation / **RDR** : Règlement sur le Développement Rural

UAA : Utilised Agricultural Area / **SAU** : Surface Agricole Utilisée

UK : United Kingdom / Royaume-Uni

UUA : Utilised Agricultural Area of the European Union / **SAU** : Surface Agricole Utilisée de l'Union Européenne

US : United States / Etats-Unis